

# ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



Communauté d'universités et établissements de Toulouse

41 allées Jules Guesde

CS 61321

31013 TOULOUSE CEDEX 6

Tél: 05 61 14 42 66

## FORMATIONS A DESTINATION DES PUBLICS DES SERVICES DE FORMATION DE LA COMUE

*Consultation passée selon une procédure formalisée en application des dispositions des articles  
L2124-1 et R2124-1 du code de la commande publique.*

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

**COMUE**

**Marché n°2025-048 à 056 : Formations à destination des publics de la COMUE**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)*

## **SOMMAIRE**

ARTICLE PREMIER : OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 - Objet de l'accord-cadre	3
1.2 - Type et forme du marché	3
1.3 - Allotissement	3
1.4 - Durée du marché	4
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	5
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.2 – Obligations du titulaire	6
4.3 – Obligations de la COMUE	7
4.4 – Annulation d'un stage par la COMUE	8
ARTICLE 5 : ADMISSION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 6 : UTILISATION DES RESULTATS	8
ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES ET AVANCES	9
ARTICLE 8 : PRIX	9
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
8.2 – Modalités de variations des prix	9
ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
9.1 - Présentation des demandes de paiement	10
9.2 Délai global de paiement	11
ARTICLE 10 : PENALITES	11
ARTICLE 11 : ASSURANCES	12
ARTICLE 12 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	12
ARTICLE 13 : DROIT ET LANGUE	12
ARTICLE 14 : DEROGATIONS AU CCAG	13

## ARTICLE PREMIER : OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent marché est relatif à **des prestations de formation à destination des publics de la Comue**.

Les principaux services concernés par des prestations de formation sont – liste non exhaustive :

- L'URFIST Occitanie (Unité Régionale de Formation à l'Information Scientifique et Technique)
- Le service SAPS (Science Avec et Pour la Société)
- Le SiUP (Service inter-Universitaire de Pédagogie)
- Le service des ressources humaines

### 1.2 - Type et forme du marché

Le marché est un accord-cadre passé selon une procédure formalisée, à savoir un appel d'offre ouvert prévu à l'article R2124-2 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, sans montant minimum et avec un maximum, avec émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

### 1.3 - Allotissement

L'accord-cadre est composé des 8 lots suivants :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Maximum annuel en euros hors taxes</i>
1	Poursuite de carrière, emploi, insertion professionnelle	7500 €
2	Pratiques pédagogiques pour l'Université	12 000 €
3	Préparation pour des interventions à l'oral lors de rencontres/conférences tout public (hors scolaires)	9000 €
4	Accompagnement pour la conception et l'animation d'un dispositif de médiation de type stand ou atelier	4500 €
5	Dialogue chercheurs-journalistes	4500 €
6	Méthodologie de la recherche, outils collaboratifs numériques et Intelligence Artificielle	13 500 €
7	Visualisation de données, cartographie	12 000 €
8	Création graphique assistée par ordinateur	13 500 €

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé.

**COMUE de Toulouse**

**Marché n°2025-048 à 056 : Formations à destination des publics de la COMUE**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)*

## **1.4 - Durée du marché**

L'accord cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement trois (3) fois par période d'un (1) an, sans que sa durée maximale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

En cas de non-reconduction, la COMUE en informe le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum trois (3) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

## **Décision de poursuivre**

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes financières (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

**Ordre de préséance** : Les pièces contractuelles désignées ci-dessus et qui constituent le marché sont complémentaires et forment un tout. Cependant, en cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Toute clause portée dans les tarifs du titulaire, ou documents quelconques, qui serait contraire aux dispositions prévues dans ces pièces sera considérée comme non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

**Notification** : La notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par la COMUE et de ses annexes au titulaire.

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

## **COMUE de Toulouse**

### **Marché n°2025-048 à 056 : Formations à destination des publics de la COMUE**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)*

## **ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON**

### **3.1 Délais de base**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés d'un commun accord par la COMUE et le titulaire au cours de la rédaction du devis. Le devis produit par le titulaire doit ainsi indiquer la date et la durée des sessions si cela a été précisé dans la demande de devis par la COMUE. Le devis doit respecter les prix proposés dans le BPU.

### **3.2 - Prolongation des délais**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-P.I.

## **ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

### **4.1 - Emission des bons de commande**

Le bon de commande envoyé au titulaire sera accompagné de son devis. Sur le devis devront apparaître notamment :

- la nature de la formation et son intitulé, la date ou la durée de la formation, le nombre de participants ;
- le lieu où se déroulera la formation, les éléments matériels et logistiques : lieu de la prestation, nombre de participants, salle, matériels mis à disposition ou à fournir ;
- Les objectifs pédagogiques : programme pédagogique sommaire ;
- Le nom de l'intervenant.

Le nombre maximum de stagiaires par groupe ainsi que le nombre de groupes sont déterminés par la COMUE après avis du titulaire.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser (intitulé exacte de l'action de formation) ;
- Le prix unitaire HT et TTC en fonction du bordereau de prix unitaire remis par le candidat à l'appui de son offre.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires. Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande, sauf date spécifiée dans le devis.

Les bons de commande peuvent être émis durant toute la durée de validité de chaque lot et jusqu'au dernier jour. Les bons de commande sont valables jusqu'à trois (3) mois après la fin de validité du lot. Au-delà de ce délai de trois (3) mois, le titulaire est relevé de ses obligations envers la COMUE.

## **4.2 – Obligations du titulaire**

### **4.2.1 Confidentialité et RGPD**

En application de l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ne soient divulgués à des tiers n'ayant pas à connaître les informations et les documents recueillis au cours de l'exécution des prestations et signalés par le pouvoir adjudicateur comme ayant un caractère confidentiel.

Cette obligation de confidentialité s'impose au titulaire comme à ses sous-traitants. Elle s'applique durant l'exécution du présent marché et après son expiration, sans limite de durée.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire peut être amené à traiter des données personnelles des participants : identité, profession, etc. Le titulaire doit respecter toutes les obligations imposées par le Règlement général sur la protection des données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018 concernant le traitement de ces données personnelles. Le titulaire s'engage à les détruire au plus tard à la fin du marché, sauf nécessité dûment justifiée.

### **4.2.2 Obligations du titulaire à l'ouverture et en cours de stage**

La COMUE est en droit de demander au titulaire, préalablement à l'ouverture du stage, la documentation remise aux participants pour validation. Le titulaire procède aux éventuels rectificatifs dans les délais qui lui sont impartis sans supplément de prix.

Le titulaire prend en compte les remarques et demandes formulées par la COMUE et les participants et assure à cet effet les adaptations nécessaires à la qualité de la formation. Les modifications apportées au programme ou aux méthodes pédagogiques restent conformes à la nature et au contenu de la formation prévue initialement.

Tout incident ou accident d'un agent en formation, fait l'objet, de la part du titulaire, d'une déclaration immédiate au service demandeur de la COMUE.

### **4.2.3 Obligations relatives aux intervenants du titulaire et défaillance**

La COMUE se réserve la possibilité d'échanger avec les formateurs proposés avant le démarrage des sessions ainsi que la possibilité de choisir ou de refuser un formateur.

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement en aviser la COMUE dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de l'indisponibilité, et en tout état de cause dès la connaissance de l'indisponibilité du formateur si le délai de sept jours est dépassé. Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour remplacer la personne défaillante par une personne ayant les mêmes compétences pédagogiques, afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Tout changement ne peut se faire que par un intervenant d'expérience et de compétence au moins équivalente.

Le titulaire communique ainsi le curriculum vitae du remplaçant pressenti. La COMUE notifie au titulaire sa décision de reporter le stage, l'acceptation ou la récusation de l'intervenant remplaçant.

Le remplacement est réputé accepté si la COMUE ne récusé pas l'intervenant présenté dans un délai de huit (8) jours calendaires.

Lorsque la formation ne peut être différée, en cas d'impossibilité pour le titulaire de désigner un autre intervenant dans les délais ou en cas de récusation de l'intervenant présenté, la COMUE peut :

- faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire qui a reçu le bon de commande dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG-PI sans mise en demeure préalable, lorsque la formation ne peut être différée.

Est considérée comme défaillant l'intervenant qui ne peut réaliser, quelle qu'en soit la cause, l'action de formation commandée ou qui, suite à la méconnaissance des obligations contractuelles, est récusé par la COMUE.

La défaillance est constitutive d'une faute de nature à justifier l'application des pénalités prévues au présent CCAP voire la résiliation du marché de plein droit avec ce titulaire dans les conditions énoncées à l'article 39 du CCAG-PI.

#### 4.2.4 Matériel

Lorsque les prestations sont organisées dans les locaux du titulaire, celui-ci met à la disposition des participants le matériel nécessaire au bon déroulement du stage. Il veille tout particulièrement à ce que celui-ci soit en bon état de fonctionnement et en quantité suffisante.

Pour les stages nécessitant des exercices pratiques sur matériel, chaque élève dispose d'un poste de travail adapté à la nature de la formation.

### **4.3 – Obligations de la COMUE**

La COMUE désigne un correspondant à la notification du marché, en communiquant ses nom, fonction et coordonnées complètes.

La COMUE assure la constitution des groupes et la convocation des élèves et l'envoi aux intervenants des informations.

Lorsque les prestations sont organisées dans les locaux de la COMUE, celle-ci met à disposition du titulaire les moyens d'assurer concrètement la prestation.

Si la formation nécessite la mise à disposition de matériel spécifique, le titulaire prend contact avec le correspondant de la COMUE au moins quatorze (14) jours ouvrés, sauf urgence, avant le début de la formation pour se renseigner sur le matériel disponible.

Si la COMUE ne peut mettre à disposition le matériel, il en informe le cocontractant par tout moyen dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, sauf urgence, avant la date prévue de la formation. Le titulaire adapte son intervention à la qualité du matériel fourni.

#### **COMUE de Toulouse**

#### **Marché n°2025-048 à 056 : Formations à destination des publics de la COMUE**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)*

#### **4.4 – Annulation d'un stage par la COMUE**

La COMUE se réserve la possibilité d'annuler la commande d'une action de formation, unilatéralement et sans indemnité pour le titulaire, par courriel avec accusé de réception envoyé **huit (8) jours calendaires** au moins avant son démarrage, si le nombre de participants se révélait insuffisant.

Lorsqu'il est décidé de reporter l'action de formation annulée à de nouvelles dates, celles-ci sont fixées d'un commun accord avec le titulaire.

Toute formation annulée par la COMUE (non reportée) moins de huit (8) jours calendaires avant la date prévue donne droit, sur demande expresse du titulaire, présentée dans un délai de trente (30) jours calendaires à partir de la décision, à une indemnité forfaitaire égale à 30% du montant de la prestation commandée.

L'annulation le jour même (si pas de report ou de possibilité en distanciel) donne droit, au paiement d'indemnités à hauteur du montant total de la prestation concernée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse d'une annulation pour force majeure résultant d'une décision relative à une crise sanitaire empêchant la tenue de la formation, le titulaire ne percevra aucune indemnité, même si l'annulation a lieu moins de huit (8) jours calendaires avant la date prévue pour la formation.

#### **ARTICLE 5 : ADMISSION DES PRESTATIONS**

Outre l'application du chapitre 5 du CCAG-PI, les prestations exécutées et remises sont soumises à des vérifications, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché, sur la base des évaluations prévues au CCTP.

Chaque action de formation, ou chaque session si l'action donne lieu à plusieurs sessions, fait l'objet d'une **vérification qualitative** de la part de la COMUE sur la base du contrôle pédagogique dont les modalités sont détaillées à l'article 5.2 du CCTP.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux (2) mois pour effectuer des vérifications.

Un membre de la COMUE peut assister à tout ou partie d'une formation afin de s'assurer de la qualité et de l'adéquation de la formation dispensée.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de solliciter la présence du titulaire pour effectuer les vérifications.

Toute non-conformité observée dans la prestation donne lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité au titulaire. Le titulaire y répond dans le quinze (15) jours calendaires, en précisant les mesures explicatives ou correctives qu'il a prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

En cas d'absence de réponse aux lettres de non-conformité ou absence de solutions correctives, une décision de résiliation du marché pourra être prise.

#### **ARTICLE 6 : UTILISATION DES RESULTATS**

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option B telle que définie au chapitre 6 du CCAG-PI.

Les dispositifs de formation et tous les livrables créés au cours du présent marché seront la propriété de la COMUE.

#### **COMUE de Toulouse**

#### **Marché n°2025-048 à 056 : Formations à destination des publics de la COMUE**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)*



En application de l'article L 131-3 du Code de la propriété intellectuelle, les droits cédés comprennent les droits d'utilisation, reproduction, représentation, diffusion, et d'adaptation sur tous supports papier, numérique et audiovisuel.

Les droits cédés le sont pour le monde entier, pendant la durée des droits d'auteur.

Le prix afférent à cette session est compris dans les prix indiqués au BPU.

## **ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES ET AVANCES**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Aucune avance ne sera versée.

## **ARTICLE 8 : PRIX**

### **8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires conformément au Bordereau des prix unitaires annexé et selon les stipulations de l'acte d'engagement.

En cas de formation proposant une demi-journée, le prix du BPU inscrit à la journée sera divisé par deux.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, le matériel et son transport, la mise à disposition de locaux par le titulaire, les frais afférents à l'assurance, aux frais de déplacement, de restauration, d'hébergement, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de déplacement en dehors de Toulouse sur la région Occitanie sont prévus dans le BPU dans le cadre d'un forfait de déplacement.

### **8.2 – Modalités de variations des prix**

Les prix du présent accord-cadre sont révisables annuellement. Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la ou les formules suivantes :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- $I_0$  : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- $I_n$  : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule, pour lequel un index définitif est paru. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

## **COMUE de Toulouse**

### **Marché n°2025-048 à 056 : Formations à destination des publics de la COMUE**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)*

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie du Développement durable, des Transports et du Logement, est l'index **SYN Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA)**.

Le titulaire devra transmettre à la COMUE ses prix révisés au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire. Le pouvoir adjudicateur dispose alors de trois (3) semaines suivant la réception des nouveaux prix pour les accepter ou les contester. Le silence du pouvoir adjudicateur au terme des trois (3) semaines vaudra acceptation tacite des nouveaux prix. En l'absence d'envoi des prix révisés dans le délai d'un mois avant la date anniversaire, les prix de la période en cours s'appliqueront pour la période annuelle suivante.

## **ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **9.1 - Présentation des demandes de paiement**

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG - PI.

Les factures dématérialisées, adressées à la COMUE, devront être déposées sur le portail Chorus PRO :  
<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret de la COMUE : 130 021 322 000 16

Les factures, outre les mentions légales, devront mentionner les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le détail des prix unitaires ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

### **COMUE de Toulouse**

### **Marché n°2025-048 à 056 : Formations à destination des publics de la COMUE**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)*

- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).
- En cas de cotraitance :
  - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
  - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG.-PI

- En cas de sous-traitance :
  - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
  - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
  - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **9.2 Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **ARTICLE 10 : PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

L'ensemble des pénalités décrites ci-dessous seront applicables sans mise en demeure préalable.

En cas de défaillance constatée (au sens de l'article 4.2.3 du CCAP), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cent cinquante (150) € HT. La pénalité est due même si la prestation est réalisée par un autre titulaire ou par un tiers à ses frais et risques.

### **COMUE de Toulouse**

#### **Marché n°2025-048 à 056 : Formations à destination des publics de la COMUE**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)*

Si la formation devait être raccourcie, reportée ou annulée du fait de la défaillance du titulaire, le montant de la pénalité forfaitaire est de deux cents (200) € HT.

A partir de la troisième défaillance du titulaire dans le délai d'un an, la pénalité forfaitaire pour défaillance est de deux cent cinquante (250) € HT. La pénalité est due même si la prestation est réalisée par un autre titulaire ou par un tiers à ses frais et risques.

En cas de mise à disposition de locaux non adaptés ou de matériel non adapté lorsque la formation est réalisée dans les locaux et avec le matériel du titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de cinquante (50) €.

## **ARTICLE 11 : ASSURANCES**

Dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

Seules les stipulations du CCAG-PI relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-PI, le titulaire ne percevra pas d'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142-1 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, notamment en cas de défaillance (article 4.2.3 du CCAP).

## **ARTICLE 13 : DROIT ET LANGUE**

En cas de litige, les parties peuvent, d'un commun accord, saisir le comité de règlement amiable des différends de Bordeaux.

A défaut, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 14 : DEROGATIONS AU CCAG**

L'article 5 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - PI

L'article 10 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - PI

L'article 12 du CCAP déroge à l'article 36 du CCAG - PI